

La Vie Internationale

27 x 6 - 52

Gouverner c'est prévoir

On pouvait prévoir dès la fin de l'année dernière que la menace soviétique serait plus pressante en Asie qu'en Europe. Deux faits cependant avaient détourné l'attention de Washington vers le théâtre européen : la présence d'Eisenhower à la tête du Nato et les démêlés de Truman avec Mac Arthur et plus généralement la rivalité entre l'administration démocrate et l'opposition républicaine qui avait toujours donné la priorité au théâtre d'opération asiatique. Sous la pression des faits, la tendance apparaît plus claire et c'est en Asie que l'effort pour contenir l'impérialisme rouge va se prononcer.

Le plan américain en Asie.

C'est, outre la Corée où une nouvelle stratégie se prépare pour le printemps prochain, l'Indochine qui devient pour les États-Unis la préoccupation numéro deux. La déclaration du Nato en fait foi. La France épuisée par une lutte qui avec les moyens actuels apparaît sans issue va sans doute recevoir les moyens de dominer son adversaire. On a fait état d'un plan révélé dans le « New-York Herald Tribune », par les frères Alsap. Les Français enverraient en Indochine deux divisions de plus que les Américains équiperait. Une aide militaire et financière accrue considérablement viendrait soutenir cette force supplémentaire. En contre-partie, la France souscrirait au plan de communauté de défense européenne avec la participation allemande; achèverait d'accorder aux États associés d'Indochine l'indépendance promise, tandis que les États-Unis s'emploieraient afin que la situation en Afrique du Nord évolue pacifiquement en faisant pression sur les pays arabes, en ne soutenant plus les nationalistes du Maroc et de Tunisie. En gros il semble bien que telles soient les intentions de l'administration Eisenhower.

D'autre part les déclarations du général Chase assistant militaire auprès de Chang Kai Chek à Formose, laissent prévoir que l'armée chinoise du maréchal serait mise en mesure de débarquer sur le continent au cours de 1953 pour détourner le gouvernement de Pékin des frontières du Tonkin en rallumant la guerre dans les provinces du Sud, ainsi on espère rétablir l'équilibre des forces en Asie, sauver de la conquête communiste les riches provinces de l'Asie du Sud-Est et peut-être forcer les Soviets et les Chinois à conclure la paix en Corée. Bien des difficultés restent à résoudre tant politiques que militaires pour que des objectifs aussi ambitieux soient atteints.

La stratégie du NATO.

On a beaucoup discuté des résultats de la réunion des Ministres du Nato. Malgré l'opposition du général Ridgway dont la tâche est de renforcer la défense européenne, il ressort clairement que les pays européens, l'Angleterre surtout ne voient plus qu'il est urgent d'accroître l'effort militaire en Europe au rythme précédemment prévu.

Churchill n'a pas hésité à étaler le réarmement de l'Angleterre mettant l'accent sur la nécessité d'améliorer la qualité et l'équipement des effectifs plutôt que de les accroître. Certes, l'armée européenne n'est pas en mesure actuellement de repousser un assaut soviétique, mais cet assaut apparaît de moins en moins probable dans le proche avenir. Les difficultés des Russes dans les pays satellites se sont considérablement accrues. Une guerre lancée avec des arrières si peu sûrs n'est pas concevable.

D'autre part, comme nous l'avons fait remarquer depuis longtemps, les armes nouvelles ont modifié les données stratégiques. Les grosses concentrations de troupes seraient demain trop vulnérables dans l'étroit espace entre la Méditerranée et la Mer du Nord, pour pouvoir opérer en masse. L'avenir militaire est aux formations dispersées techniquement très entraînées, dotées d'une grande puissance de feu à longue portée. Des forces nombreuses seraient plutôt nécessaires sur les arrières pour annihiler l'action d'éventuels parachutistes, protéger les aérodromes et les communications. En outre, une force aérienne considérable serait indispensable pour fermer la route aux assaillants de l'air. Ces indications sommaires suffisent à montrer que la stratégie Atlantique est en pleine révision tout comme celle du Pacifique et que des décisions dans ce sens seront prises au printemps quand Eisenhower enverra ses délégués.

Le réarmement allemand.

Il apparaît de plus en plus évident (et les entretiens de Draper, futur ambassadeur à Bonn avec le chancelier Adenauer le prouvent) que l'intégration d'une armée allemande au système de défense est inévitable et prochaine. Les Américains tâchent en ce moment de forcer à un compromis l'opposition socialiste et son chef Ollenhauer avec le chancelier pour tourner les difficultés soulevées par la sentence redoutée de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe.

Malgré l'apparente impasse, nous n'avons jamais douté que la discipline germanique finirait par trouver les moyens d'une action nationale commune à tous les partis. Comme tous les Français nous ne voyons pas sans appréhension la résurrection, même sous forme intégrée, de la Wehrmacht. Au risque de nous répéter, vainement sans doute, nous nous étonnons qu'au cours de tant de débats personnes n'ait posé la question sous son véritable jour, ni les ministres responsables ni l'opposition pourtant fertile en arguments. La participation allemande à l'armée qui doit défendre l'Europe est une nécessité présente contre laquelle rien ne prévaudra, si les circonstances demeurent ce qu'elles sont. Inutile d'en discuter.

D'autre part, cette formation allemande, même si elle se trouvait en fait la plus forte de la coalition, ne présente aucun danger pour les autres nations européennes, tant qu'une armée anglaise et une armée américaine seront stationnées en Europe. Toute l'attention des négociateurs devait s'attacher à ce qui se passerait après. Imaginons que d'ici peu d'années, à la suite d'événements graves en Russie même où dans les pays qu'ils occupent, l'Europe soit libérée, l'Allemagne réinstallée dans ses frontières, Anglais et Américains n'auraient rien de plus pressé que de rentrer chez eux. Il resterait en Europe une armée européenne où les Allemands seraient en fait la force prépondérante. Tous les dangers que nous avons connus ne manqueraient pas de réapparaître. Pense-t-on, en particulier, que la Sarre alors ne ferait pas retour au nouveau Reich?

On n'aurait dû consentir à la reconstitution d'une force militaire allemande qu'à titre provisoire et pour le temps où les anglo-saxons demeureraient en Europe continentale. Ces derniers auraient dû s'engager à réduire cette force, le danger passé, à un niveau assez bas pour qu'elle ne puisse jamais devenir menaçante. De plus, si les mesures de recrutement militaire en Allemagne avaient eu ce caractère essentiellement provisoire, on aurait pu détourner le conflit avec la Cour de Karlsruhe, qui aurait trouvé le moyen juridique d'accorder la constitution fédérale avec une mesure temporaire née d'un état de danger exceptionnel.

Au lieu d'envisager un avenir lointain sans doute, mais certain et un péril non moins clair, on s'est battu sur des principes, on a polémique contre l'inévitable. Il y a là une lourde responsabilité dont on ne semble pas s'être avisé. Est-il trop tard pour y songer?

CRITON.